

Burundi : risques d'un retour de la violence à l'approche des élections

Arrib News, 13/02/2010 – Source AFPLa tension "monte dangereusement à l'approche des élections" générales prévues en 2010 au Burundi, a prévenu l'organisation International Crisis Group (ICG) vendredi soir, en mettant en garde contre les risques de violence "dans les prochains mois". "Le Burundi a fait de grands pas pour tourner la page de la guerre civile, mais la tension politique monte dangereusement à l'approche des élections", note ICG alors que ce pays, qui tente de sortir depuis 2006 de 13 ans de guerre civile, va organiser de mai à septembre 2010 une série de cinq scrutins dont une présidentielle et des législatives. "Ces tensions pourraient dégénérer violemment dans les prochains mois, ruinant la crédibilité du processus électoral et mettant en péril une démocratie fragile et les nombreux acquis du processus de paix", prévient l'organisation internationale dans ce nouveau rapport de 39 pages, intitulé "Burundi : garantir un processus électoral équitable".

Pour l'ICG, "il est probable" que le président Pierre Nkurunziza conserve son poste à l'issue de la présidentielle, grâce à sa popularité et au contrôle des finances publiques, mais son parti pourrait "perdre la majorité au parlement et le contrôle des administrations provinciales", ce que l'aile dure du parti, notamment les chefs militaires, ne seraient pas prêts à accepter. "Les pratiques de harcèlement et d'intimidation de la part de la police et du mouvement de jeunes du parti au pouvoir représentent une évolution inquiétante qui pourrait facilement déstabiliser le processus électoral tout entier" prévient Thierry Vircoulon, Directeur de projet de Crisis Group pour l'Afrique Centrale. Selon ce rapport, "les administrations locales, contrôlées par le parti au pouvoir, ordonnent à la police de perturber les rassemblements de l'opposition", alors que "les organisations de la société civile et certains médias sont harcelés pour avoir dénoncé les tendances autoritaires du Cndd-FDD, dont le mouvement de jeunesse, une organisation quasi para-militaire, est d'ores et déjà coupable de violences et d'intimidations". "L'autre ancien mouvement rebelle, les FNL, et le parti Frodebu semblent vouloir répondre à la violence par la violence", souligne ICG. L'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL) qui a renoncé définitivement à la lutte armée en 2009 et le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), tous deux issus de la majorité hutue tout comme le Cndd-FDD, sont parmi les principales forces de l'opposition. Si pour l'ICG, "il n'est guère probable que les tensions actuelles provoquent un retour à la guerre civile", la communauté internationale doit soutenir rapidement "des politiques de prévention du risque d'escalade violente". "L'escalade de la violence pourrait en effet plonger le pays dans une nouvelle crise politique et mettre en péril une grande partie des récents progrès du processus de paix", prévient l'ICG, en proposant notamment aux pays de la région de "déploier une mission de police" et de nommer un envoyé spécial chargé d'aplanir les différents conflits autour du processus électoral. Le Burundi est dirigé depuis 2005 par un pouvoir élu aux mains du parti Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (Cndd-FDD).